

Sang contre ciment au Guatemala

RESPONSABILITÉ SUISSE • Douze communautés indigènes de ce pays d'Amérique centrale luttent contre un projet de cimenterie auquel participe la firme suisse Holcim. Dix morts déjà...

CHRISTOPHE KOESSLER

«Nous sommes venus pour sensibiliser le peuple suisse à l'utilisation dangereuse pour nos communautés de l'argent provenant de son pays», a déclaré début février Carmela Curup Chajón, avocate de l'organisation Quamoló Ki Aj Sanjuani du Guatemala, lors de son passage à Genève. Un voyage rendu possible par les Brigades de la paix internationales (PBI) qui disposent d'observateurs sur place. L'argent en question provient de la multinationale helvétique Holcim, le plus grand producteur de ciment du monde, qui détient 20% des actions de l'entreprise Cementos Progreso SA. Cette dernière cause d'énormes ennuis à douze communautés indigènes maya kakchikel qui vivent dans la municipalité de San Juan Sacatapéquez, à une centaine de kilomètres de la capitale.

Depuis l'implantation de cette firme, qui a installé une cimenterie dans les environs immédiats des villages des communautés, la violence s'est abattue sur cette région jusqu'alors paisible. Bilan: une dizaine de morts, une répression brutale de la part de la police et une soixantaine de personnes emprisonnées, dont quatre sont derrière les barreaux depuis trois ans, accusées de terrorisme...

Collines excavées

Mauro Cosojay Turuy, paysan et dirigeant communautaire, raconte: «Tout a commencé en 2006 lorsque des hommes extérieurs à la communauté sont entrés sur notre territoire, escortés de policiers. Ils ont déclaré qu'ils prenaient des mesures pour la construction d'une route. Il nous a semblé étrange qu'ils procèdent ainsi sans nous demander l'autorisation.»

Après enquête, les indigènes découvrent qu'une gigantesque cimenterie allait procéder à l'excavation de terrains sur une superficie de plus 19 000 hectares aux abords directs de leurs maisons et de leurs champs. «La firme avait prévu d'utiliser 900 000 litres d'eau par tranche de huit heures. Et ceci 24 heures sur 24. On a vite compris qu'on allait manquer d'eau. Or, nous sommes des paysans, nous cultivons des roses, du maïs, des haricots rouges et des légumes... De plus, la poussière allait se déposer sur nos cultures et les endommager, la pollution allait détruire notre environnement et affecter notre santé.»

Les douze communautés ont alors demandé à la mairie de consulter la population, comme le prévoit la Convention 169 de l'Organisation mondiale du travail (OIT), reprise par la législation nationale. Peine perdue, après de

vagues assurances, les autorités décident de se passer de l'avis des paysans. Ni une, ni deux, les conseils indigènes municipaux organisent leur propre vote à bulletin secret: sur 8950 votants, seuls quatre se prononcent en faveur de la cimenterie. «A ce stade, nous pensions que nous en avions terminé avec cette histoire. Les autorités nous ont au contraire envoyé la police pour nous persécuter.»

En septembre 2007, les forces de l'ordre arrêtent un premier dirigeant communautaire. Peu après, des policiers agressent des femmes en soulevant leurs vêtements. Les maris arrivent, des tirs de gaz lacrymogènes fusent et la police arrête dix-sept leaders. Ils resteront en prison pendant un mois et demi sans jugement.

«Armes biologiques»

Les chefs d'inculpation? «Instigation à la délinquance», «port illégal d'armes à feu et d'armes chimiques, biologiques et bactériologiques», précise l'avocate des prévenus. Mauro Cosojay Turuy est formel: «Nous ne possédons aucune arme dans les communautés. Ce sont des accusations montées de toutes pièces.» Les nouvelles lois antiterroristes sont invoquées par les autorités, reprises en cœur par les médias aux mains de l'oligarchie locale.

En 2008, les plus hautes autorités du pays décident de passer en force. Pour éviter toute opposition indigène pacifique, le président guatémaltèque lui-même décrète l'état de siège dans la région pendant une quinzaine de jours. Toutes les libertés constitutionnelles, liberté d'expression et de réunions comprises, sont suspendues... Avec l'escorte de la police et de l'armée, il s'agit de faire passer les camions, le matériel de la fabrique et les machines lourdes sur le terrain de l'entreprise Cementos Progreso SA. Les habitants ne peuvent plus sortir de leurs villages, ni de nombreux enfants se rendre à l'école...

Puis, en juin, la police pénètre à nouveau dans les localités et arrête quarante-trois personnes, toujours pour des raisons «antiterroristes». La plupart resteront entre trente et nonante jours en prison, sans procès. Quatre d'entre elles demeurent aujourd'hui encore sous les verrous.

Le poison de la division

L'un des dirigeants communautaires a été condamné à 150 ans de réclusion, «pour avoir incité une foule au meurtre», précise Carmela Curup Chajón. Un jugement entaché d'irrégularités, selon elle, et contre lequel son organisation a déposé un recours. «Il



Mauro et Carmela ont témoigné à Genève du combat de douze communautés indigènes contre une cimenterie. CKR

ya eu un lynchage de trois personnes dans une communauté pour des raisons obscures. La justice a désigné le leader le plus connu comme responsable de cet acte.»

En tout, une dizaine de morts sont à déplorer depuis 2007 dans le contexte de l'arrivée de Cementos Progreso. «Des travailleurs de la firme la défendent, de même que des sympathisants», explique l'avocate.

Y a-t-il eu des tueurs rémunérés? Impossible de le dire à ce stade. Au final, ces crimes restent non élucidés. De même que l'ensemble des agressions dont les indigènes sont victimes: «Sur quarante-quatre plaintes déposées par des membres des communautés locales, seul un criminel présumé est en prison», détaille-t-elle.

Le dialogue tourne court

Après l'arrivée des machines excavatrices, deux collines ont été dépecées pour en tirer les matériaux nécessaires au ciment. Un travail non stop, 24 heures sur 24, qui n'a pas laissé les habitants dormir en raison du bruit... «Les poussières nous cachaient le soleil. Les iguanes et les tortues se réfugiaient dans nos maisons, les coyotes sillonnaient nos champs», raconte Mauro Cosojay Turuy.

Six mois plus tard, le chantier est suspendu. Car les autochtones ont remué ciel et terre pour alerter l'opinion nationale et internationale. Les mobilisations atteignent la capitale et le Parlement... Une table ronde pour le dialogue est mise sur pied. Les communautés demandent des garanties pour leur sécurité et pour leur accès à l'eau, à la terre et à la préservation de l'environnement.

Une étude d'impact, réalisée par des experts européens, est alors proposée par le Haut-commissariat de l'ONU pour les droits humains. La firme renâcle, puis quitte unilatéralement les négociations fin 2008.

Gouvernement militaire

Depuis lors le climat s'est apaisé. L'exploitation de la cimenterie reste au point mort. Mais l'autorisation d'exploitation est toujours en vigueur: «Nous pensons que l'entreprise attendait l'entrée au pouvoir du nouveau gouvernement, ce 14 janvier, issu des élections de septembre dernier», indique Carmela Curup Chajón. Un gouvernement militaire dont la bourgeoisie locale attend plus de «fermeté» encore envers le peuple. La répression contre les communautés locales pourrait donc reprendre de plus belle d'ici peu... I

«Holcim n'a aucune influence»

Possédant 20% des actions de Cementos Progreso SA, la transnationale suisse Holcim est pointée du doigt par les défenseurs des droits humains locaux et helvétiques. Mais la firme nie toute responsabilité: «Nous ne détenons qu'une participation minoritaire. Nous n'avons donc aucune influence, ni sur le management, ni sur le déroulement du projet», affirme Peter Gysel, responsable de la communication d'Holcim, depuis les bureaux du siège de l'entreprise à Zurich.

Une réponse qui ne satisfait guère Michel Egger, coordinateur de la campagne Droit sans frontières, menée par une vingtaine d'ONG pour responsabiliser les multinationales helvétiques à l'étranger: «On sait que les investisseurs étrangers disposent en général d'une influence certaine dans des pays tels que le Guatemala, d'autant plus s'il s'agit d'une puissante multinationale occidentale», assure-t-il. «Holcim pourrait poser un certain nombre de questions, formuler des exigences ou encore prendre position publiquement.» Rien de tel, semble-t-il, dans le cas en présence. Pour M. Egger, Holcim est bien en partie responsable des agissements de la société locale.

Est-ce un hasard si Holcim annonce aujourd'hui qu'elle va revoir sa participation au sein de Cementos Progreso? «La situation n'est pas satisfaisante pour nous. Nous allons étudier toute la gamme d'options possibles: nous retirer complètement ou acquérir une majorité», indique Peter Gysel. Cette décision ne serait pas liée à la situation conflictuelle sur place, selon la firme: «Cette option était sur la table dès que nous avons acquis les parts au sein de cette entreprise en 2000. Nous préférons généralement disposer d'une majorité du capital.»

Un retrait, une bonne idée? Les ONG suisses en doutent: «Cela devrait être la solution ultime lorsqu'on a tout essayé pour tenter d'améliorer la situation sur place», déclare Michel Egger. «Une attitude responsable serait de faire pression sur les responsables locaux ou de les aider à évoluer vers le respect des droits humains.» CKR

INTIMIDATION

Poursuivis jusqu'à Genève

Quelle n'a pas été la mauvaise surprise des délégués guatémaltèques, durant leur conférence à Genève, lorsqu'il ont aperçu plusieurs employés de l'entreprise Cementos Progreso dans la salle. «Ils étaient quatre ou cinq, éparpillés dans le public, c'est Carmela, l'avocate des communautés, qui m'a signalé leur présence», témoigne Jean-David Rochat.

Le coordinateur romand des Peace Brigades International ignore «s'ils sont venus en Suisse uniquement pour suivre et surveiller» les délégués Carmela et Mauro. Il n'en est pas moins choqué, relevant que l'un d'entre eux a même pris la parole lors du débat avec la salle, «au nom de Cementos Progreso». «Mauro et Carmela ont été fortement intimidés durant la conférence par la présence de ces individus. Même ici en Suisse, ils se sont sentis surveillés et intimidés», s'indigne M. Rochat. BPZ

EXPLOITATION

Filiales indiennes visées

Holcim ne quitte plus les feux de l'actualité. Le vénérable groupe de la famille Schmidheiny a fêté cette semaine son centenaire, au moment même où le Tribunal de Turin rendait son verdict dans l'affaire Eternit, l'autre fleuron de la dynastie saint-galloise.

Mais c'est surtout en Inde que le géant helvétique – 86 700 employés et plus de 20 milliards de francs de chiffre d'affaires – fait parler de lui actuellement. Plus gros opérateur dans ce pays, Holcim a notamment acquis en 2005 la majorité des parts des sociétés Associated Cement Co (ACC) et Ambuja Cements, toutes deux basées dans l'Etat de Chhattisgarh. Depuis lors, les filiales d'Holcim

sont accusées de licenciements anti-syndicaux et d'abuser du travail temporaire. Les intérimaires – qui constituent désormais plus des quatre cinquièmes de l'effectif total – seraient payés en dessous du salaire minimal, selon le syndicat Pragatishel Cement Shramik Sangh (PCSS).

Depuis un an, et le refus des principales entreprises du secteur d'appliquer un accord national limitant le travail intérimaire, la situation paraît bloquée. Mardi, la Tribune de Genève annonçait toutefois que la pression allait s'intensifier en Suisse, Unia et MultiWatch s'étant associés pour réclamer des comptes à la transnationale helvétique. BPZ